Décision : MERC05-00073

Numéro de référence : MD4-12524-6

Date de la décision : Le 11 mars 2005

Objet : NON-RESPECT DE CONDITIONS

Endroit : Montréal

Date de l'audience : Le 8 mars 2005

Présent : Gilles Tremblay
Commissaire

Personnes visées :

1-M-30036C-105-P

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2M 2V1

- Agissant de sa propre initiative -

GLOBAL MAILING SERVICES
(P. T. C. L.) INC.
790, rue Upton
LaSalle (Québec)
H8R 2T9

- Intimée -

La Commission est saisie d'une demande de vérification du comportement de GLOBAL MAILING SERVICES (P.T.C.L.) INC. (ci-après « GLOBAL MAILING ») et d'appréciation d'une déclaration d'inaptitude partielle ou totale parce qu'elle n'a pas respecté toutes les mesures indiquées dans une décision de la Commission.

LE DROIT APPLICABLE

Cette demande est soumise dans le cadre de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* dont le but est d'accroître la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique et de préserver l'intégrité de ce réseau.

La Commission déclare totalement inapte la personne qui, par ses agissements ou ses omissions, a mis en péril la sécurité des usagers du réseau routier ou a compromis de façon significative l'intégrité de ce réseau (article 27 1^o). Est aussi déclarée totalement inapte, la personne qui a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle (article 27 3^o).

La personne déclarée totalement inapte reçoit une cote de niveau « insatisfaisant ». Cette déclaration entraîne une interdiction de circuler ou d'exploiter un véhicule lourd (article 32).

LA PREUVE ET L'ANALYSE DE LA COMMISSION

Le 26 janvier 2004, la Commission rendait la décision QCRC04-00009 qui imposait à GLOBAL MAILING les mesures suivantes :

- « - *ORDONNE* à l'intimée de prendre les mesures suivantes :
- *Faire suivre* à Robert Robesco le cours suivant, dispensé par un expert, une institution, un centre de formation ou une association de transport routier :
- *la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds, d'une durée minimale de quatre (4) heures;*
- *FAIRE INSTAURER* par un expert, une institution, un centre de formation ou une association de transport routier, une politique écrite de gestion de transport dans l'entreprise;
- *ACCORDE* à l'intimée un délai jusqu'au 30 septembre 2004 pour ce faire;

- *STATUE que la preuve que ces conditions ont été respectées devra être déposée au plus tard le 15 octobre 2004 auprès du:*

*Service de l'inspection
Service de l'inspection
200, chemin Ste-Foy
7e étage
Québec (Québec) »*

Malgré l'avis qui lui avait été transmis, l'intimée était absente à l'audience.

Du rapport de Mme Lorraine BRUNET et du témoignage de Mme Mylène DESROSIERS, inspectrices à la Commission, la Commission retient les faits suivants :

- Dans une lettre du 5 août 2004, GLOBAL MAILING :

- ff) Confirmait qu'elle n'était plus propriétaire de véhicule lourd par suite de l'autorisation de la Commission de céder son seul véhicule.

- ff) Indiquait qu'elle n'exploitait plus de véhicule lourd.

- ff) Informait le personnel administratif que M Robert Robesco avait été remplacé par M Benoit Germain. Ce dernier avait eu une rencontre de deux heures avec un préposé du service à la clientèle de la Commission qui l'a informé de tout ce qui a trait à la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*.

- ff) Transmettait un document intitulé « Analyse - Obligations des utilisateurs de véhicules lourds » dans lequel on retrouve des politiques internes qui ont été élaborées dans l'hypothèse d'une éventuelle acquisition de véhicules lourds.

- GLOBAL MAILING n'a fait parvenir aucun autre document à la Commission.

- GLOBAL MAILING n'est plus inscrite au *Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds* depuis le 9 août 2004.

La Commission constate que GLOBAL MAILING ne s'est pas conformée aux

mesures qui lui avaient été imposées. Ainsi, le cours de formation ne répond pas aux exigences de la mesure imposée ni au niveau de la durée (un minimum de quatre heures) ni au niveau du formateur (un expert, une institution, un centre de formation ou une association de transport routier). Un préposé au Service à la clientèle peut certes fournir d'excellents renseignements sur les différents textes réglementaires et législatifs applicables dans un secteur de transport donné. Toutefois, il n'est pas autorisé à déborder du texte et à l'interpréter. Le préposé aux renseignements donne de l'information sur la manière de procéder pour présenter une demande ou de compléter un formulaire, mais il ne peut faire des recommandations parce qu'il n'est pas habilité à fournir une opinion sur les différentes situations qui lui sont présentées.

De plus, le préposé aux renseignements ne dispose pas de l'expertise nécessaire pour informer la personne sur les politiques et les procédures à mettre en oeuvre pour s'acquitter des obligations. Bref, le préposé ne fournit aucun renseignement sur tout le volet de la gestion des obligations.

Au contraire, l'expert ou le formateur reconnu fera part des obligations, se prononcera sur les différents cas qui lui seront soumis et il proposera les procédures à mettre en place pour s'assurer de gérer efficacement les obligations. En outre, face à un problème pointu, l'institution qui donne la formation peut disposer de plusieurs formateurs ayant chacun un champ d'expertise particulier.

Enfin, le préposé aux renseignements n'est pas une personne qui peut émettre une attestation de formation.

Quant aux politiques écrites, rien dans la lettre de l'intimée du 5 août 2004 et rien dans le document soumis n'indique qu'elles ont été préparées par un expert en matière de gestion de transport.

L'article 27 3° ne laisse aucune discrétion à la Commission quant à la déclaration d'inaptitude totale. Le non-respect d'une décision entraîne automatiquement cette mesure.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. DÉCLARE totalement inapte GLOBAL MAILING SERVICES (P.T.C.L.) INC.
2. MODIFIE la cote de GLOBAL MAILING SERVICES (P.T.C.L.) INC. pour qu'elle porte la mention « insatisfaisant ».

Gilles Tremblay
Commissaire

NOTE : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.